

Comment « la banque du climat » veut faire pousser les Greentechs

Sur les 40 milliards d'euros dédiés au plan climat, cinq financeront la croissance des Greentechs à travers divers dispositifs financiers opérés par Bpifrance.

40 milliards d'euros, c'est l'enveloppe allouée à la nouvelle « banque du climat », en fait constituée de Bpifrance et de la Banque des Territoires, qui piloteront ensemble le Plan Climat 2020-2024. Ce programme doit permettre d'une part d'accélérer la transition des entreprises et des territoires, notamment grâce à la mise en place de solutions financière d'accompagnement ; d'autre part, d'accompagner le développement des énergies renouvelables et l'émergence de « *champions internationaux* » dans ce domaine ; et enfin de financer l'innovation des Greentechs.

Dans cette enveloppe globale, un peu plus de cinq milliards d'euros seront ainsi spécifiquement dédiés aux Greentechs. Bpifrance réservera ainsi 2,5 milliards pour soutenir « *près de 9000 projets portés par des Greentechs* » grâce à divers outils financiers : le doublement des aides à l'innovation jusqu'à 300 millions d'euros par an, dès 2021 ; le doublement également des investissements en capital-risque (autour de 300 millions d'euros) et des prêts innovation sans garantie dédiés aux Greentechs (600 millions d'euros au total) ; et enfin un renforcement de l'activité fonds de fonds avec 300 millions d'euros qui seront confiés à des fonds privés afin qu'ils financent la transition écologique.

Un engagement jugé paradoxal par les ONG

L'idée est donc de pouvoir financer l'émergence des Greentechs mais surtout d'accompagner leur croissance et ce à tous les stades de leur développement. *« Les entreprises trouveront dans ce plan l'ensemble des réponses opérationnelles à leurs besoins, quel que soit leur niveau d'engagement actuel dans cette transition, se réjouit Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance. L'exceptionnelle dotation du plan climat va permettre à Bpifrance d'être un agent de transformation et d'entraînement des entreprises vers les technologies de la transition environnementale et écologique. Celle-ci constitue une opportunité majeure de création de valeur et d'emplois. »*

Une « *exceptionnelle dotation* » pourtant jugée insuffisante par les ONG du secteur, dont plusieurs sont montées au créneau ces derniers jours. Et souligne le paradoxe dans lequel est pris Bpifrance, chargé d'un côté de soutenir les Greentechs quand la banque publique doit également, de l'autre, accompagner à l'export des entreprises pas tout à fait réputées pour leur engagement écologique.

« Une banque publique qui continue de soutenir l'exploitation de pétrole et gaz à l'étranger ne peut pas se targuer d'être la banque du climat. Sans engagement du gouvernement sur ce plan, les ambitions de Bpifrance resteront une vaste opération de greenwashing », commente ainsi Cécile Marchand, chargée de campagne climat et acteurs publics aux Amis de la Terre France.